

LA REVUE D'ACTUALITÉS DE



L'OBSERVATOIRE

des camps de réfugiés

L'actualité des camps de réfugié-e-s dans le monde

DANS CE NUMÉRO

LES RÉDACTRICES DE LA REVUE p.1

ZONE AFRIQUE DU NORD / MOYEN ORIENT p.3

ZONE EUROPE p.5

ZONE AFRIQUE p.8

ZONE ASIE / PACIFIQUE p.13

ZONE AMÉRIQUES p.16

AVANT-PROPOS



En été, avez-vous le sentiment que le temps s'étire ou au contraire passe trop vite ? **Le temps**: c'est justement le concept à l'honneur dans ce huitième numéro.

11,7 ans. C'est la **durée moyenne d'encampement** d'une personne exilée. À **long, moyen ou court terme, l'empreinte laissée par le passage dans un camp est multiple.** Dans cette revue, nous avons fait le choix de mettre la lumière sur le **changement de gouvernance à Lampedusa**, sur l'atelier de Ziyad qui donne une **deuxième vie aux objets du quotidien** dans le camp de Zaatari, ou encore sur les **conséquences actuelles des affrontements passés** qui ont endommagé le camp de Nahr el-Bared au Liban.

Comme toujours, ce panorama a été réalisé à partir de la documentation publique à laquelle nous avons accès, et n'a pas pour vocation d'être exhaustif.

Enfin, il est aussi venu le temps des vacances : la revue prend une **pause estivale**, c'est pourquoi nous nous retrouvons à la rentrée après notre AG d'automne.

Bonne lecture !

Marion FRELAT, Co-Responsable éditoriale



LES RÉDACTRICES DE LA REVUE D'ACTUALITÉS



Agathe NATIJ - Zone Asie/Pacifique

Diplômée de Sciences Po Grenoble et d'un master 2 Droits de l'Homme et Droit International Humanitaire obtenu à l'Université Paris-Saclay, elle travaille depuis plus de quatre ans comme officière de protection instructrice à l'OFPPA.

Kieu-Van Lê - Zone Asie/Pacifique

C'est par intérêt pour les enjeux historiques, géopolitiques, et politiques des trajectoires migratoires, et par volonté de participer à l'amélioration de la compréhension du sujet de l'encampement, que Kieu-Van rejoint l'équipe des rédactrices en 2023. Elle s'est déjà engagée avec plusieurs associations spécialisées dans l'accueil des publics migrants.



Alix GEOFFROY - Zone Europe

Engagée auprès des exilé-e-s depuis 2018 à Paris, elle a coordonné des projets de soutien matériel, d'hébergement solidaire, d'accès à l'information et aux droits, principalement dans les campements informels, et mené des activités de plaidoyer en faveur d'un meilleur accueil des personnes exilées.

Fatima Azzahra SENOUSI - Zone Afrique du Nord /Moyen Orient (ANMO)

Étudiante en L3 LLCER Moyen-Orient/Maghreb Arabe littéral, parcours Relations Internationales à l'INALCO (Paris 13)



Marion FRELAT - Co-Responsable & Zone ANMO

Chargée de projet au médialab de Sciences Po. Elle est diplômée du master de recherche en politique comparée (Moyen-Orient, Méditerranée, Amérique Latine) de l'IEP d'Aix, et s'est particulièrement intéressée aux migrations de retour dans ses travaux de recherche. Elle a rejoint la coordination de la revue rapidement après son arrivée dans l'équipe.

Louna BADESSI - Appui éditorial

Étudiante en L3 Droit Public International et en Sciences Politiques à l'Université Lumière Lyon 2, elle s'est spécialisée dans les droits humains. C'est par grand intérêt pour les droits de l'Homme et les conditions d'encampement qu'elle rejoint le pôle revue d'actualités pour un stage de découverte.



LES RÉDACTRICES DE LA REVUE D'ACTUALITÉS



Emma COLIN - Zone Amériques

Diplômée d'une Licence en Droit français - Droit espagnol de l'Université de Nanterre et d'un Master en Coopération internationale & ONG de l'Université Sorbonne Paris Nord.

Anjali CLAES - Zone Amériques

Responsable de l'hébergement solidaire chez l'association Réfugiés Bienvenue, diplômée d'un Master en sociologie et anthropologie spécialisée sur les migrations de l'Université de Paris.



Yusra LAQBAQBI - Zone Afrique

Diplômée d'une Licence d'Histoire-science politique à l'Université Lumière Lyon II, elle est étudiante en M1 de politique comparée Afrique Moyen-Orient à l'Université Paris I Panthéon-Sorbonne.

Zélia BRIGGS - Zone Afrique

Diplômée d'une maîtrise en sécurité internationale à Sciences Po Lille. Après être passée par les services de l'Ambassade de France à New York, elle réalise actuellement une année de césure entre le Centre Afrique Subsaharienne de l'IFRI et la Mission de Défense de la France à Luanda, Angola.



Sara TRABI - Zone Afrique

Diplômée d'une Licence d'Anglais et d'une Licence d'Arabe et Relations Internationales, elle est étudiante en Master Études Internationales à l'Université Sorbonne Nouvelle. Elle a travaillé pour le comité UNICEF de Paris, la Fondation Intisar à Beyrouth, et travaille actuellement à l'iReMMO à Paris.

Marjorie MENSAH- Co-Responsable

Depuis 2017, elle s'engage dans le milieu associatif sur les questions de mobilité humaine et d'égalité des genres grâce à ses expériences académiques. Diplômée de Sciences Po Bordeaux (France) et de l'Université du Rosario (Colombie) en coopération internationale, lauréate de l'Institut de l'Engagement, elle rejoint l'Observatoire des Camps de Réfugiés en 2021 pour lancer la première revue d'actualités de l'O-CR.



Zones Afrique du Nord / Moyen-Orient

| 24/05/2023

« Camp de Makhmour : la Turquie brandit la "guerre de l'eau" »

Irak. Suite à une tentative d'encerclement du camp de réfugié-e-s de Makhmour par l'armée irakienne, les pourparlers récents entre la Turquie et l'Irak révèlent que la Turquie aurait menacé de lancer une guerre de l'eau contre l'Irak si le camp n'était pas démantelé. Ce camp abrite environ 10 000 réfugié-e-s depuis les années 90. Plusieurs appels à une action internationale ont été lancés pour protéger le camp et sa population, soulignant que le camp est sous la protection de l'ONU.



PLUS D'INFOS ICI

« Camp de Makhmour : la Turquie brandit la "guerre de l'eau" », publié le 24/05/2023 par *Roji Info* (média couvrant essentiellement l'actualité du Kurdistan et du Moyen-Orient)

| 30/05/2023

Camps de Tindouf : Sit-in et arrestations de femmes sahraouies devant les bureaux du chef du Polisario

Algérie/Maroc. Fin mai une vague de protestations contre le renouvellement du bureau du Polisario ont eu lieu dans les camps de Tindouf. Les manifestations et actions organisées par les habitants du camps sont réprimées. C'est dans ce contexte, alors qu'elles menaient un sit-in pacifique, qu'un groupe de femmes a été arrêté et violenté par des milices du Polisario, l'armée populaire de libération sahraouie. Les tentes qu'elles

avaient dressées ont été démantelées. Les habitantes des camps sont désormais détenues à la prison de Dhaibia, dépendante du Polisario.



PLUS D'INFOS ICI

« Camps de Tindouf: sit-in et arrestations de femmes sahraouies devant les bureaux du chef du Polisario », publié le 30/05/2023 par *Le 360* (journal électronique marocain monarchiste et nationaliste publiant en arabe et en français)

| 30/05/2023

« Bagdad et Washington discutent du transfert des réfugié-e-s du camp d'Al-Hol vers l'Irak »

Irak. Le déplacement des familles du camp d'Al-Hol (Syrie) vers un autre camp en Irak a été évoqué lors d'une rencontre entre Fuad Hussein, ministre irakien des Affaires Étrangères et Alina Romanowski, ambassadrice américaine en Irak. Selon les Nations Unies, plus de 55 000 personnes vivent dans ce camp, qui se trouve à moins de 10 kilomètres des frontières des deux pays. Des familles étrangères liées à l'EI y résident, mais il abrite également des familles de déplacé-e-s syrien-ne-s et irakien-ne-s.



PLUS D'INFOS ICI

« Baghdad, Washington discuss moving refugees from Al-Hol camp to Iraq », publié le 30/05/2023 par *Iraqi News* (journal en ligne privé irakien)

Zones Afrique du Nord / Moyen-Orient

| 30/05/2023

« Le chef du HCR appelle à soutenir l'Égypte qui accueille de nombreux-se-s réfugié-e-s fuyant le Soudan »

Egypte. L'Égypte accueille 345 000 réfugié-e-s soudanais-es, contraint-e-s de fuir le conflit qui a éclaté au Soudan en avril 2023 entre l'armée et les forces paramilitaires. Filippo Grandi, Haut Commissaire des Nations Unies, a félicité le gouvernement, la Croix-Rouge égyptienne ainsi que la population locale pour leur soutien aux populations réfugiées du Soudan et lance un appel sur la scène internationale pour soutenir le Plan d'intervention régional en faveur des réfugié-e-s du Soudan.



PLUS D'INFOS ICI



« Le chef du HCR appelle à soutenir l'Égypte qui accueille de nombreux réfugiés fuyant le Soudan », publié le 30/05/2023 par UNHCR News (plateforme d'information de l'Agence des Nations Unies pour les Réfugiés)

| 31/05/2023

Un homme tué par l'explosion d'une grenade dans un camp de réfugié-e-s palestinien-ne-s dans le Sud du Liban

Liban. Dans le camp de réfugié-e-s palestinien-ne-s de Miyé w Miyé, à l'est de Saïda, un homme a été tué suite à l'explosion d'une grenade. Les raisons de l'explosion restent inconnues.

Pour rappel, la majorité des douze camps de réfugié-e-s palestinien-ne-s au Liban ne relèvent pas de la juridiction de l'État libanais. Les actes de violence y sont courants.



PLUS D'INFOS ICI



« Un homme tué par l'explosion d'une grenade dans un camp de réfugiés palestiniens dans le Sud », publié le 31/05/2023 par L'Orient - Le Jour (quotidien francophone libanais)

| 04/06/2023

« Une épidémie de dengue frappe le camp de Al-Husun »

Yémen. Des sources locales rapportent que 106 cas de dengue ont été enregistrés dans le camp de Al-Husun, dans le gouvernorat de Marib. La dengue est une infection virale transmise par les moustiques, souvent sous fortes chaleurs, qui provoque des symptômes pseudo-grippaux chez les personnes touchées. Pour y faire face, la direction des camps exhorte les réfugié-e-s à porter des vêtements à manches longues, utiliser des insectifuges et installer des moustiquaires.



PLUS D'INFOS ICI



« Dengue fever outbreak hits refugee camp in Yemen's Marib », publié le 04/06/2023 par AL24 News (chaîne de télévision satellitaire d'information en continu algérienne) et The New Arab (média panarabe dont le siège est à Londres)

| 05/06/2023

« Un réfugié syrien transforme des déchets en objets d'art »

Jordanie. Dans le camp de réfugié-e-s de

Zones Afrique du Nord / Moyen-Orient

Zaatari, Ziyad Al-Awaji, réfugié syrien de 64 ans, recycle des bouteilles en plastiques, des sacs ou encore de l'acier, qu'il transforme en pots de fleurs, en lampes, en moulins à café voire en chaises et en tables. Cet homme ayant dû fuir son foyer de Daraa, dans le sud de la Syrie, arrive dans ce camp en 2013 et passe ses journées dans son atelier situé dans un coin du logement où il vit avec sa femme et sept de ses enfants. Bien que le rêve de Ziyad soit de retourner un jour à Daraa et de réunir le reste de sa famille, il aimerait à plus court terme ouvrir un restaurant à Zaatari et continuer à faire vivre le camp malgré le quotidien difficile.



PLUS D'INFOS ICI



« En Jordanie, un réfugié syrien transforme des déchets en objets d'art », publié le 05/06/2023 par l'UNHCR (plateforme d'information de l'Agence des Nations Unies pour les Réfugiés)

| 05/06/2023

« Des réfugié-e-s palestinien-ne-s du camp de Nahr el-Bared ferment de force les bureaux de l'UNRWA »

Liban. Des réfugié-e-s du camp de Nahr el-Bared, l'un des 12 camps de réfugié-e-s palestinien-ne-s au Liban, ont baricadé les portes des bureaux de l'UNRWA pour protester contre les conditions de vie à l'intérieur du camp. Ils demandent la reconstruction du camp qui a été fortement endommagé en 2007 lors des affrontements entre l'armée libanaise et le groupe du Fateh el-Islam (mouvement salafiste). Les conditions de vie des réfugié-e-s

palestinien-ne-s au Liban ne cessent de s'aggraver dans le contexte de crise économique que traverse le pays depuis 2019.



PLUS D'INFOS ICI



« Des réfugiés palestiniens du camp de Nahr el-Bared ferment de force les bureaux de l'UNRWA », publié le 05/06/2023 par *L'Orient-Le Jour* (média francophone libanais)

| 06/06/2023

« Appel à l'aide de la Jordanie contre la réduction de l'aide internationale aux réfugié-e-s syrien-ne-s »

Jordanie. L'année passée, le HCR, principal distributeur des allocations alimentaires versées aux réfugié-e-s syrien-ne-s, a annoncé une diminution d'un tiers de ces dernières. Selon l'ONU, cette réduction est justifiée par la nécessité de diriger l'aide vers les besoins liés à la guerre en Ukraine. Le ministre jordanien des Affaires étrangères, Ayman Safadi, a lancé un appel à l'aide envers les donateurs internationaux, faisant entendre que la Jordanie ne peut pas, à elle seule, combler les besoins primaires des milliers de réfugié-e-s syrien-ne-s qui vivent dans les camps existant sur son territoire.



PLUS D'INFOS ICI



« Jordan foreign minister appeals against reducing aid for Syrian refugees » publié le 06/06/2023 par *The National* (quotidien privé publié aux Emirats arabes unis)


Zone Europe

| 15/05/2023

« L'UE reconnaît des violations des droits dans les centres grecs pour migrant-e-s »

Grèce. Les centres d'accès contrôlés de Samos, Leros et Kos, financés par l'Union européenne (UE), et ouverts en 2021, ont été présentés par les responsables européens comme des exemples à suivre pour l'accueil des migrant-e-s en Europe. Des documents internes de l'UE, que s'est procurés Al Jazeera, montrent pourtant d'importantes violations des droits des migrant-e-s en ce qui concerne la sécurité, l'accès à l'asile, à des soins ou à des interprètes dans ces centres, qui avaient été construits pour mettre fin aux immenses camps où s'entassaient des milliers de migrant-e-s dans des conditions déplorables. Contactée par Al Jazeera, la Commission européenne a affirmé qu'elle « surveillait en permanence l'évolution de la situation grâce à son personnel déployé sur les îles pour s'assurer que les centres financés par l'UE respectent les normes d'accueil ». Pour l'UE, « il incombe en dernier ressort aux autorités grecques de veiller à ce que ces normes soient respectées ».



PLUS D'INFOS ICI



« L'UE reconnaît des violations des droits dans les centres grecs pour migrants » article publié le 15/05/2023 par *InfoMigrants* (site d'information destiné aux migrant-e-s)

| 17/05/2023

« L'errance mentale des migrant-e-s s'aggrave : MSF de retour à Calais »

France. La politique gouvernementale du « zéro point de fixation » du Ministère de l'Intérieur, en vigueur à Calais, se traduit par des démantèlements quasi-quotidiens des campements de migrant-e-s. Les saisies de leur matériel (tentes, couvertures...) sont très fréquentes selon les associations d'aide aux migrant-e-s. « *Les exilés s'éloignent toujours plus loin [des lieux de vie connus]* », explique Serena Colagrande, responsable communication de Médecins Sans Frontières (MSF). L'ONG française rouvre ses activités dans la région : « *Il y a peut-être moins de personnes que pendant la période de la jungle, mais leur détresse s'est démultipliée* » ajoute-t-elle. Elle décrit aussi les situations d'errance mentale des exilé-e-s :



IL Y A PAR EXEMPLE DES MIGRANTS QUI N'ONT PAS RÉUSSI LEUR MULTIPLES TENTATIVES DE TRAVERSÉE, ILS N'ONT PLUS DE CONTACTS, ILS N'ONT PLUS D'ARGENT POUR PAYER LES PASSEURS. ILS SE RETROUVENT EN ERRANCE. CE SONT DES PERSONNES TRÈS ÉLOIGNÉES DES SOINS.



PLUS D'INFOS ICI



« L'errance mentale des migrants s'aggrave : MSF de retour à Calais » article publié le 17/05/2023 par *InfoMigrants* (site d'information destiné aux migrant-e-s)

| 25/05/2023

« Île-de-France : comment l'État tente de désengorger son dispositif d'hébergement d'urgence »

France. Le gouvernement a décidé d'ouvrir 3600 places d'hébergement temporaire hors Île-de-France pour y transférer des sans-abris parisiens, dont beaucoup d'exilé-e-s, sur la base du volontariat. Cette décision vise à soulager le dispositif d'hébergement d'urgence de la région particulièrement saturé : beaucoup d'hôtels franciliens ont décidé de se retirer du dispositif, et 5 200 nuitées ont ainsi été perdues pour la seule année 2022, selon le Samu Social. Le ministère du Logement assure que ce dispositif, mis en place depuis avril, n'est pas directement lié à la tenue des JO 2024, ni du mondial de rugby 2023, contrairement à ce qu'affirment de nombreux médias. En janvier 2021, le gouvernement avait déjà confié à l'Office français de l'immigration et de l'intégration une mission d' « orientation directive » qui vise à réduire de 46% à 23% la part de primo-demandeur-se-s d'asile enregistrés en Île-de-France d'ici fin 2023.



PLUS D'INFOS ICI



« Île-de-France : comment l'État tente de désengorger son dispositif d'hébergement d'urgence » article publié le 25/05/2023 par *InfoMigrants* (site d'information destiné aux migrant-e-s)

| 12/06/2023

La Croix Rouge prend en charge la gestion du centre d'accueil de Lampedusa

Italie. Le centre d'accueil et hotspot (point d'enregistrement) de Lampedusa, situé au sud de l'Italie, reçoit chaque années plusieurs milliers de rescapé-e-s de la périlleuse traversée de la Méditerranée. Régulièrement dénoncé pour les mauvaises conditions d'accueil des exilé-e-s, et notamment sa surpopulation, le centre était géré jusqu'à présent par l'État italien. Depuis le 1er juin, la Croix-Rouge a pris le relai, et applique désormais ses normes habituelles. En une dizaine de jours, des tonnes d'ordures ont déjà été évacuées, les cuisines ont été rénovées, des salles de bains supplémentaires ont été installées, et la capacité d'accueil du site a quasiment doublé, affirme l'AFP, invitée à visiter le centre. Des médecins, des soignant-e-s, des psychologues et des médiateur-trice-s ont également été transférés sur l'île. Le service de Rétablissement des Liens Familiaux de la Croix-Rouge sera aussi présent directement dans le centre.



PLUS D'INFOS ICI



« Médecins supplémentaires, Wifi, rénovations : la Croix-Rouge prend la direction du hotspot de Lampedusa » article publié le 12/06/2023 par *InfoMigrants* (site d'information destiné aux migrant-e-s)

| 22/06/2023

« 300 personnes en attente d'hébergement au centre d'accueil de Subotica »

Serbie. Le média *Le Courrier des Balkans* relaie sur son site internet l'information diffusée par l'ONG serbe Asylum Protection Center : au moins 300 personnes, principalement originaires d'Afghanistan et de Syrie, attendent d'être logées dans le centre d'accueil de Subotica, dans le nord de la Serbie. Chaque jour, une cinquantaine de personnes quittent le camp, autant arrivent. Fin juin, des témoignages ont dénoncé un manque d'eau pour les toilettes et les douches.



PLUS D'INFOS ICI



« Serbie : 300 personnes en attente d'hébergement au centre d'accueil de Subotica », brève publiée le 22/06/2023 sur le site *Le Courrier des Balkans* (portail francophone d'information générale sur les Balkans)



Zone Afrique

| 08/06/2023

Vivre avec un handicap dans le camp de Nguenyiel. Le cas de Mouch

Éthiopie. Le 8 juin, la plateforme d'actualité de Handicap International (HI) met en lumière le profil de Mouch, réfugié sud soudanais vivant au camp de Nguenyiel, dans la région de Gambella en Ethiopie. Mouch a été empêché de la jambe lors de son arrivée dans le camp en 2020, à la suite d'une morsure non traitée en raison des conditions difficiles du voyage. Le jeune de 17 ans a été pris en charge par HI et reçoit une prothèse de jambe qui lui permet de retourner à l'école. Cependant, l'article souligne l'insuffisance des infrastructures, d'aménagements adaptés aux réfugié-e-s en situation de handicap et le manque de services de santé dans le camp. HI est active dans les camps de Gambella, Nguenyiel et de Jewi. L'ONG est financée par ECHO (European Commission's Humanitarian Aid Office) et mène différentes actions auprès de 830 bénéficiaires. Il s'agit principalement de la mise en place de services de santé et de ré-adaptabilité, de protection, de formation et de sensibilisation sur la question du handicap dans les camps.



PLUS D'INFOS ICI



« Être ado et amputé dans un camp de réfugiés : l'histoire de Mouch, 17 ans, Sud-Soudanais », publié le 08/06/2023 par *Handicap International* (ONG internationale française spécialisée dans l'inclusion)

| 13/06/2023

Un exemple de l'autonomisation des réfugié-e-s soudanais-e-s dans le camp de Kounoungou

Tchad. Amina Mahamat Abchanab et Kadjidja Abakar Issakha, deux femmes réfugiées originaires du Soudan, ont dû quitter leur pays de force à l'arrivée du conflit au Darfour (2004), pour se rendre dans le camp de Kounoungou, à l'Est du Tchad. Dix-neuf ans après leur arrivée dans ce camp, en étant passées par des ruptures géographiques familiales et une vie contrainte par les préjugés de genre, elles ont réussi à ouvrir leurs commerces respectifs de café et de viande au sein même du camp. Comme elles, de nombreuses femmes réfugiées au Tchad ont réussi à s'intégrer dans les secteurs agricoles, commerciaux et pastoraux pour gagner leur autonomie. Selon le HCR, les conditions d'accueil des réfugié-e-s soudanais-e-s s'améliorent dans ce camp grâce à des actions d'assistance, de protection juridique, et d'innovation. L'article attire l'attention sur la politique tchadienne hospitalière qui place ce pays au cinquième rang africain des pays qui accueillent le plus de réfugié-e-s proportionnellement à population totale.



PLUS D'INFOS ICI



« Sudanese refugees find socioeconomic integration from exile and build a new life in Chad », publié le 13/06/2023 par *UNHCR News* (plateforme d'informations de l'Agence des Nations Unies pour les Réfugiés)

| 07/06/2023

Encadrement de l'entrée des réfugié-e-s burkinabé sur le sol ivoirien dans le camp de Boukani

Côte d'Ivoire. Pour répondre à l'augmentation du nombre de réfugié-e-s burkinabé, un nouveau camp a été construit à 10 km de Bouna, dans la région de Boukani (nord-est de la Côte d'Ivoire). Cependant, l'Etat ivoirien déclare vouloir encadrer l'entrée des réfugié-e-s dans la perspective de garantir le maintien d'une cohésion et stabilité sociale dans la région. Un communiqué ministériel datant du 25 mai dernier interdit aux réfugié-e-s burkinabé d'entrer sur le territoire avec leur bétail, en raison des conflits internes entre les agriculteurs locaux et les réfugié-e-s déjà installé-e-s dans la région.



PLUS D'INFOS ICI



« Côte d'Ivoire : Afflux des réfugiés burkinabé dans le Nord du Pays, pour éviter tout conflit, l'entrée de leur bétail sur le sol ivoirien, interdite », publié le 07/06/2023 par Koaci (média ivoirien d'informatoin sur l'Afrique)

| 31/05/2023

Le camp de Dadaab menacé par une lourde épidémie de choléra

Kenya. La plateforme d'actualité de Médecin sans frontière (MSF) alarme sur l'avènement d'une catastrophe sanitaire dans le camp de Dadaab, où plus de 2 700 cas de choléra sont enregistrés. Le camp devient la destination de plusieurs vagues de réfugié-e-s somalien-ne-s fuyant la sécheresse. Face à cette

surpopulation, les infrastructures et les services de santé & d'assainissement du camp restent très insuffisants. MSF appelle les autorités kényanes et les organisations humanitaires à mettre en place des stratégies pour limiter la propagation de la maladie ainsi que des infrastructures durables pour prévenir le développement des épidémies. En effet, une campagne de vaccination et de sensibilisation dans le camp a été lancée par le gouvernement kényan et des organisations humanitaires. MSF affirme avoir approvisionné le camp en eau potable quotidiennement, en produits d'hygiène et en infrastructures sanitaires (latrines, bêche, etc.) au profit de 9000 réfugié-e-s installé-e-s dans le camp et ses environs.



PLUS D'INFOS ICI



« Kenya : une catastrophe sanitaire imminente dans les camps de réfugiés de Dadaab ? », publié le 31/05/2023 par Médecins Sans Frontières (ONG médicale internationale française)

| 24/05/2023

Le HCR préoccupé par les souffrances causées par la politique de "retour au camp" visant les réfugiés au Malawi

Malawi. Les autorités du Malawi ont arrêté 400 réfugié-e-s dont plus de 100 enfants à Lilongwe, la capitale, où ils et elles étaient pourtant actifs et financièrement autonomes. Après un séjour dans la prison centrale de Maula, ces personnes ont été transférées vers le camp de Dzaleka, où elles sont officiellement recensées. En effet, une directive gouvernementale émise en mars 2023 avait demandé, quelque mois plus tôt, le retour

Zone Afrique

volontaire de tou-te-s les réfugié-e-s et les demandeur-se-s d'asile à Dzaleka, sous peine d'y être ramené-e-s de force. À leur retour, environ 110 personnes ont été hébergées au centre d'accueil du camp dans des salles surpeuplées. En proie à des difficultés sur le plan sanitaire mais aussi de l'habitat, les installations actuelles du camp ne sont pas suffisantes pour accueillir l'ensemble de sa population (56 000 pour une capacité de 12 000). De plus, le transfert de réfugié-e-s a déjà des répercussions négatives sur les enfants inscrit-e-s dans les écoles de la capitale, qui devront rejoindre celles de Dzaleka.



PLUS D'INFOS ICI



« Le HCR préoccupé par les souffrances causées par la politique de "retour au camp" visant les réfugiés au Malawi » publié le 24/05/2023 sur UNHCR News (plateforme d'informations de l'Agence des Nations Unies pour les Réfugiés)

valeur les histoires des communautés réfugiées et non réfugiées. L'espace dispose en ce sens de plusieurs types de structures (studio d'enregistrement, zones de formation) pour accueillir des performances artistiques, de danse ou encore de musique. L'installation de points d'eau douce et d'un potager sont également prévus dans le but de renforcer la résilience des communautés présentes face aux effets du réchauffement climatique dans la région.



PLUS D'INFOS ICI



« London design biennale dedicates a pavilion to hassell's bidi bidi refugee music & arts center » publié le 01/06/2023 sur Design Boom (média dédié au partage d'actualité et à la mise en valeur du monde du design international)

| 01/06/2023

La Biennale de Design de Londres dédie un pavillon au Centre d'Arts et de Musique du camp de réfugié-e-s de Bidi Bidi

Ouganda. Un pavillon de la Biennale de Design de Londres sera dédié au Bidi Bidi Music & Arts Centre, un projet né dans le camp de réfugié-e-s de Bidi Bidi dans le nord de l'Ouganda. L'initiative qui y sera exposée mettra en avant un projet architectural unique situé dans l'un des plus grands camps de réfugié-e-s d'Afrique, rassemblant près de 270 000 réfugié-e-s ayant fui, pour la majorité, le conflit au Soudan du Sud. Le projet du Bidi Bidi Music and Arts Center a vocation à créer un lieu inter-culturel mettant en




Zone Asie / Pacifique

| 05/06/2023

La gale sévit dans les camps de réfugié-e-s rohingyas

Bangladesh. En mai 2023, l'OMS (Organisation mondiale de la Santé) a publié une enquête montrant qu'environ 950 000 réfugié-e-s rohingyas vivant à l'est du Bangladesh, soit 40% d'entre eux, sont touché-e-s par la gale, une maladie contagieuse de la peau causée par un acarien microscopique. Dans certains camps cette proportion s'élève à 70%. Médecins Sans Frontières souligne la concordance avec son propre constat sur le terrain : d'après le chef de mission Karsten Noko, plus de 200 000 consultations ont été faites pour cette pathologie par ses équipes depuis mars 2022. L'épidémie dure depuis 2020.

“

IL EST INCOMPRÉHENSIBLE QU'UNE ÉPIDÉMIE DE GALE AIT PU DURER AUSSI LONGTEMPS (...). LES RÉFUGIÉS ROHINGYAS SONT DÉPENDANTS D'UNE AIDE HUMANITAIRE QUE DES COUPES BUDGÉTAIRES RÉPÉTÉES N'ONT CESSÉ DE RÉDUIRE.

”

*Karsten Noko, chef de mission
Médecins Sans Frontières au
Bangladesh*



Camp de Cox's Bazar, Bangladesh/Shutterstock



PLUS D'INFOS ICI



« Rohingyas : épidémie de gale dans les camps de réfugiés, "une situation choquante" », publié le 05/06/2023 par Médecins Sans Frontières (ONG médicale internationale française)

| 20/06/2023

Après le passage du cyclone Mocha, les autorités birmanes bloquent les aides humanitaires

Bangladesh / Birmanie. Le cyclone Mocha, classé en catégorie 5 (la plus élevée sur l'échelle de Saffir-Simpson), a touché terre le 14 mai entre les camps de Cox's Bazar (Bangladesh) et de Kyaukphyu (Birmanie). Le bilan est lourd : des centaines de décès et plusieurs centaines de milliers de bâtiments endommagés, isolant des communautés entières. D'après les estimations des Nations Unies, environ 7,9 millions de personnes ont été affectées, et 1,6 million ont besoin d'une aide urgente. Elle est en particulier nécessaire dans les camps, où vivent 1 million de réfugié-e-s rohingyas ayant interdiction de construire des maisons pérennes. Les habitations rudimentaires sont exposées aux intempéries et aux glissements de terrain. La junte militaire n'organise pas l'assistance aux victimes et bloque l'accès à l'aide et au personnel humanitaire. Human Rights Watch enjoint les gouvernements donateurs, les entités régionales, et les Nations Unies à faire pression sur les autorités birmanes pour lever immédiatement les restrictions sur l'accès à l'aide.



PLUS D'INFOS ICI



« **Le puissant cyclone Mocha frappe le Bangladesh et la Birmanie** », publié le 14/05/2023 par *France 24* (média international d'informations en continu)

« **Myanmar Junta Blocking Aid to Cyclone Victims** », publié le 20/06/2023 par *Human Rights Watch* (ONG internationale de défense des droits de l'homme)

| 05/06/2023

Réduction des aides alimentaires pour les résident-e-s rohingyas des camps

Bangladesh. Le 1er juin, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a annoncé sa décision de réduire, pour la seconde fois en trois mois, les aides alimentaires à destination de plus d'un million de Rohingyas de Birmanie qui vivent actuellement dans des camps au Bangladesh. En raison d'un manque de fonds, les rations mensuelles sont passées de 10\$ à 8\$ par personne. Dom Scalpelli, le représentant de la FAO au Bangladesh, a fait appel à un soutien financier urgent. Les rations mensuelles de 12\$ qui existaient avant le mois de mars étaient déjà insuffisantes pour les réfugié-e-s, qui vivent dans des bidonvilles faits de bambou et de bâches à Cox's Bazar.

Pour le militant des droits humains Htway Lwin, membre de la communauté rohingya, cette réduction "n'est pas juste une question de faim" :



C'EST LE CATALYSEUR D'UNE SUITE DE CONSÉQUENCES DÉVASTATRICES POUR LES RÉFUGIÉS, DONT UNE AUGMENTATION DE LEUR IMPLICATION DANS DES ACTIVITÉS CRIMINELLES ET DE LEUR EXPLOITATION PAR DES PROXÉNÈTES ET DES TRAFIQUANTS



*Htway Lwin,
militant des droits humains
membre de la communauté rohingya*



PLUS D'INFOS ICI



« **Food Rations for Each Rohingya Refugee Drops to \$8 Per Month** », publié le 05/06/2023 par *VOA* (Voice of America, plus grande organisation internationale d'informations multimédia du gouvernement des États-Unis)

| 03/06/2023

L'Etat indien de Mizoram accueille 8861 déplacé-e-s internes

Inde. En raison de violences ethniques entre deux communautés depuis le 3 mai, un flux quotidien de déplacé-e-s internes fuit l'État indien de Manipur pour se réfugier dans l'État voisin de Mizoram. Le 3 juin, leur nombre s'élevait à au moins 8861. Ils/elles ont été réparti-e-s dans dix des onze districts que compte l'État. Le 26 mai, le ministre en chef du Mizoram s'est rendu à New Delhi, et a demandé un soutien financier de 10 millions de roupies afin de pouvoir accueillir correctement les déplacé-e-s, rappelant que le son État accueille déjà 35 000 réfugié-e-s

birman-e-s dans des camps. De son côté, l'Association centrale des Jeunes Mizos a annoncé qu'un local de l'association situé à Aizawl serait utilisé comme camp de transit pour les réfugié-e-s jusqu'à ce que le gouvernement de Mizoram puisse mettre en place un véritable camp humanitaire. L'association a aussi demandé à ses antennes locales de mobiliser leurs locaux afin d'accueillir des déplacé-e-s.



PLUS D'INFOS ICI



« Mizoram hosts 8861 refugees from Manipur in 10 districts », publié le 03/06/2023 par *Hindustan Times* (quotidien indien anglophone)

| 14/04/2023

Le Japon donne 2,9 millions de dollars pour les réfugié-e-s rohingyas au Bangladesh

Bangladesh/Japon. Le 15 juin, le gouvernement japonais et le HCR ont signé un accord pour une contribution d'environ 2,9 millions de dollars. Il vise à améliorer les conditions de vie des résident-e-s des camps et des habitant-e-s de Cox's Bazar et Bhasan Char, au Bangladesh. Les fonds seront utilisés pour la réparation d'abris, l'achat de fournitures non alimentaires, ou encore pour améliorer l'accessibilité pour les personnes handicapées. Depuis 2017, le Japon a apporté plus de 200 millions de dollars d'aides à diverses organisations pour l'accueil des Rohingyas au Bangladesh.

Le même jour, tout en louant ces contributions, le Haut Commissaire des

Nations Unies pour les Réfugiés, Filippo Grandi, a déclaré que le Japon devrait accepter davantage de personnes réfugié-e-s sur son territoire, peu après que le HCR ait annoncé que le nombre de déplacé-e-s dans le monde avait atteint 110 millions. En 2022, le Japon a accordé le statut de réfugié à 202 personnes. Pour Filippo Grandi, "nous ne sommes pas encore au niveau qu'un pays comme le Japon devrait atteindre." Le pays vient d'adopter une nouvelle loi durcissant sa politique migratoire.



PLUS D'INFOS ICI

« Japan, UNHCR sign \$2.9m aid deal for Rohingya refugees in Bangladesh », publié le 15/06/2023 par *The Business Standard* (journal bangladais d'informations générales)

« U.N. refugee chief urges Japan to open its doors wider », publié le 15/06/2023 par *Nikkei Asia* (magazine d'information anglophone nippon sur l'Asie, avec un focus sur l'économie)

« Japan OKs refugee law change allowing forced repatriation of asylum seekers after repeated rejection », publié le 09/06/2023 par *AP News* (groupement indépendant international de presse)




Zone Amériques

| 11/05/2023

Dénonciations d'harcèlement sexuel au sein d'un camp crée il y a un mois à la frontière entre le Pérou et le Chili

Pérou. La défenseure des droits péruvienne s'est réunie avec son homologue chilienne suite à 5 plaintes de harcèlement sexuel enregistrées sur un même camp à la frontière entre leurs pays. 200 personnes sont bloquées à Tacna, au Pérou, faute de documents d'entrée légale au Chili. Iels y sont depuis le 11 mai et au moins jusqu'au 11 juin. Ces femmes, hommes, et enfants sont en majorité des haïtien-ne-s et vénézuélien-ne-s. En coordination avec le Venezuela, un vol de retour humanitaire a permis à 110 personnes de retourner dans leur pays d'origine. .


PLUS D'INFOS ICI


« Frontera Perú-Chile: denuncian abuso sexual en campamento de migrantes LRSD » publié le 11/05/2023 par *La República* (quotidien péruvien)

| 22/05/2023

La cheffe du gouvernement de México annonce l'ouverture de trois nouveaux centres d'accueil pour les personnes migrantes

Mexique. Suite à l'occupation de la place publique à Plaza Giordano Bruno dans la capitale México, Claudia Sheinbaum, cheffe d'état de México, a annoncé la nouvelle ouverture de trois centres d'accueil pour personnes migrantes. Il s'agira de réhabiliter

trois centres délaissés ; un, à Tláhuac, est déjà prêt à accueillir 3000 personnes, un autre, à Xochimilco, est en cours de réhabilitation, et le troisième lieu devra être défini prochainement.


PLUS D'INFOS ICI


« Sheinbaum anuncia apertura de 3 albergues para migrantes en CDMX » publié le 22/05/2023 par *El Universal* (quotidien mexicain)

| 02/06/2023

De plus en plus d'hommes seuls accompagnés de leurs enfants traversent les frontières en direction des Etats-Unis


Mexique. Plusieurs centres d'accueil pour migrant-e-s situés à la frontière sud du Mexique, dont le refuge "Todo por ellos", observent une augmentation du nombre d'hommes seuls qui quittent leur pays d'origine accompagnés de leurs enfants. Cela signifie que les mères de famille seraient les premières à émigrer, sans leur époux et sans leurs enfants. Cette situation rend compte de la difficulté pour les femmes de migrer avec leurs enfants. La presse locale souligne aussi les récentes restrictions (l'arrêt du Titre 42 relatif aux d'asile aux États-Unis et remplacé depuis le mois de mars par le Titre 8*), pour expliquer ce constat.

*Le Titre 42 est une mesure fédérale qui permettait au gouvernement américain d'expulser plus rapidement les ressortissant-e-s étranger-ère-s pour des raisons sanitaires. Cette mesure est entrée en vigueur pendant la crise sanitaire sous le mandat de D. Trump et prolongée par J. Biden. Le Titre 8 qui a remplacé le Titre 42, législation de droit commun en matière d'immigration aux États-Unis, prévoyant notamment des conditions restrictives pour entrer sur le territoire américain.

Zone Amériques



PLUS D'INFOS ICI

 **« Albergues del sur de México ven un aumento de hombres que migran solos con sus hijos »** publié le 02/06/2023 par *La Oferta* (hebdomadaire bilingue de Californie)

« Albergues de México ven un aumento de hombres que migran solos con sus hijos » publié le 02/06/2023 par *Expreso* (journal équatorien)

dans des centres pour migrant-e-s gérés par un Bureau appelé "Bureau de réinstallation des Réfugié-e-s". Ce Bureau dépend du Département de la Santé et des Services sociaux américain. Il est chargé de réinstaller les mineur-e-s, le plus souvent chez un membre de leur famille, mais il les confie parfois à une autre personne ou entité. Cela expose les mineur-e-s à de multiples dangers : recrutement dans des gangs ("pandillas"), exploitation sexuelle et exploitation laborale dans des usines ou des abattoirs.


| 15/06/2023

Le comité judiciaire du Sénat des Etats-Unis s'est penché sur la situation des mineur-e-s non accompagné-e-s

Etats-Unis. Les sénateur-trice-s américain-e-s se sont réuni-e-s le 14 juin 2023 afin d'analyser les questions de sécurité et de bien-être des mineur-e-s non accompagné-e-s. Iels constatent notamment que les mineur-e-s non accompagné-e-s qui sont arrêté-e-s par la police des frontières sont ensuite envoyé-e-s



PLUS D'INFOS ICI

 **« El infortunio de los niños migrantes no acompañados preocupa al Senado de EEUU »** publié le 15/06/2023 par *RFI* (station de radio publique française à diffusion internationale)

RETROUVEZ-NOUS SUR

NOS RÉSEAUX SOCIAUX



[@obsrefugies](https://www.instagram.com/obsrefugies)



[Observatoire des
Camps de Réfugiés](https://www.facebook.com/obsrefugies)



[@ObsRefugies](https://twitter.com/ObsRefugies)



[Observatoire des
Camps de Réfugiés](https://www.linkedin.com/company/obsrefugies)

NOTRE SITE INTERNET



[Observatoire des Camps de Réfugiés](https://www.obsrefugies.org)